

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE

Les entreprises québécoises s'attendaient à un signal fort pour stimuler l'investissement partout en région, affirment la FCCQ et la CCIVS

Montréal, le 22 novembre 2024 – Pour la Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaudreuil-Soulanges et la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), la mise à jour économique présentée par le ministre des Finances, Eric Girard, est insuffisante pour créer les conditions gagnantes pour stimuler la croissance, dans un contexte de déficit budgétaire record et avec l'arrivée d'une nouvelle administration Trump aux États-Unis. Une révision des mesures fiscales était attendue.

La FCCQ a eu l'occasion d'exprimer récemment à l'Assemblée nationale, sa position à l'effet que la révision des dépenses fiscales ne doit pas avoir pour résultat d'alourdir le fardeau fiscal des entreprises, mais bien être l'occasion de simplifier le régime fiscal, pour accroître la compétitivité de nos PME et de nos grandes entreprises face à leurs concurrentes nord-américaines. Nous sommes donc déçus de ne retrouver dans l'annonce d'aujourd'hui aucune mesure en ce sens, et nos attentes sont élevées pour le prochain budget au printemps, afin de répondre véritablement à ces préoccupations.

« Nous sommes clairement devant une occasion ratée, le gouvernement a simplement failli à son rôle de soutenir nos entreprises car les mesures annoncées ne suffisent pas à faire face à la concurrence internationale et à redynamiser le marché de l'emploi. **La CCIVS** dénonce un manquement dans la récente mise à jour économique, car en dépit des défis budgétaires auxquels fait face notre province, les entreprises québécoises ont besoin de mesures concrètes pour améliorer leur compétitivité, notamment une simplification du régime fiscal et un soutien accru à l'innovation. Notre gouvernement est tenu d'investir et de s'investir dans l'économie pour assurer la prospérité du Québec et de ses entreprises dans un contexte mondial très changeant et incertain. **La CCIVS** demande au gouvernement d'adopter une démarche plus concrète et de s'attaquer aux réels défis qui sont liés à la main-d'œuvre et à l'énergie. Nous appelons à la mise en place des mesures pertinentes pour outiller les entreprises pour que celles-ci puissent soutenir le pays dans ses ambitions économiques », a souligné à ce propos Mélanie Bossé, présidente de **la CCIVS**.

« La mise à jour économique fait référence à plusieurs reprises à l'importance de productivité et on sait à quel point c'est une priorité pour le gouvernement Legault. Toutefois, aucune nouvelle mesure n'a été annoncée aujourd'hui, et ce, malgré le déficit budgétaire record de 11 G\$ et l'arrivée d'une administration Trump aux États-Unis. Le gouvernement pourrait appuyer sur les bons leviers pour stimuler l'investissement et la productivité au Québec, afin que les entreprises puissent être en mesure de contribuer pleinement à la création de la richesse. C'est de cette façon que nous pourrions nous remettre rapidement sur une réelle trajectoire de retour à l'équilibre budgétaire », a déclaré Véronique Proulx, présidente-directrice générale de la FCCQ.

Nos industries stratégiques et nos PME sous forte pression

La FCCQ et la **CCIVS** soulignent que les grandes entreprises tout comme les PME sont soumises à de nombreux défis qui freinent l'investissement et donc l'augmentation de leur productivité. En effet, la croissance des immobilisations non résidentielles ne sera que de 0,4% en 2024, alors que la croissance de la productivité n'atteindra que 0,8%.

Dans ce contexte, des mesures doivent être déployées, d'autant plus que la pression sur nos PME et nos grandes entreprises est très forte et qu'elles sont confrontées à de nombreux défis. Par exemple, sur le plan énergétique,

plusieurs auront un accès limité aux blocs d'énergie dont elles ont besoin pour investir et décarboner leurs opérations, en plus de subir la hausse prévue des tarifs d'électricité.

« Le message envoyé par le gouvernement à nos grandes industries, piliers économiques de nos régions, est inquiétant. Dans un contexte d'incertitude, face à la menace de nouveaux tarifs douaniers américains et d'une féroce concurrence de rivaux qui profitent de coûts de production plus bas, la dernière chose dont on a besoin c'est d'augmenter les tarifs d'électricité qui sont un levier de compétitivité important », a poursuivi Mme Proulx.

Pour la FCCQ et la **CCIVS**, il s'agit donc d'une occasion ratée de donner un souffle aux PME, qui en ont bien besoin. La mise à jour n'inclut pas de crédit d'impôt leur permettant de se conformer aux nouvelles exigences en cybersécurité et en protection des données. Nous notons par ailleurs que le gouvernement confirme sa décision d'accroître l'imposition des gains en capital, ce qui aura pour effet d'accroître le fardeau fiscal de nos entreprises, de nos cédants et de nos investisseurs à hauteur de 2,5 G\$ sur cinq ans, et ce malgré les mesures d'atténuation prévues. Il s'agit d'une décision qui demeure très mal reçue par la communauté d'affaires, qui aura des impacts négatifs sur l'investissement, la productivité et les transferts d'entreprises.

La FCCQ et la **CCIVS** rappellent que le défi de main-d'œuvre est toujours bien réel et présent alors que les gouvernements ont fait des annonces visant à réduire l'immigration temporaire. Le gouvernement confirme que la réduction annuelle de 50 000 résidents temporaires pour la période de 2025 à 2027 entraînera une stagnation de la croissance démographique. Cependant, cette situation pourrait également entraîner des répercussions sur la croissance économique des entreprises, en particulier celles situées dans les régions où le taux de chômage demeure relativement faible.

« Les gouvernements ont fait le choix de réduire drastiquement l'immigration temporaire alors que le Québec compte 121 930 postes vacants. Les entreprises québécoises devront donc accélérer l'intégration technologique pour éviter une baisse de la productivité et de leur compétitivité à l'échelle locale et internationale. Pour ce faire, elles auront besoin de mesures gouvernementales costaudes », a ajouté Véronique Proulx.

Secteur forestier et couverture cellulaire : des mesures qui sont les bienvenues

En marge de la révision du régime forestier attendue depuis longtemps dans plusieurs régions du Québec, la FCCQ et la **CCIVS** soulignent les investissements additionnels de 252 M\$ sur cinq ans qui permettront de bonifier les efforts de reboisement, en plus d'offrir un soutien supplémentaire au secteur de la transformation qui peine à faire face aux contraintes commerciales avec les États-Unis. Nous devons plus que jamais soutenir ce secteur dans les prochaines années, considérant la précarité dans laquelle se retrouvent plusieurs entreprises forestières, qui doivent également conjuguer avec des enjeux de prévisibilité et d'accès au territoire.

L'ajout de 16 M\$ pour bonifier la couverture cellulaire dans le Bas-Saint-Laurent, en Mauricie et au Saguenay—Lac-Saint-Jean mérite aussi d'être souligné, considérant l'importance de connecter toutes nos régions.

Des sommes supplémentaires pour le transport collectif

Bien que Québec annonce le versement de 880 M\$ aux sociétés de transport collectif pour éponger une partie de leur manque à gagner dans les quatre prochaines années, il y a encore des efforts supplémentaires à effectuer pour assurer un financement pérenne du transport collectif. L'étude de la FCCQ « Infrastructures de transport au Québec : investir pour l'avenir » dévoilée la semaine dernière démontre non seulement que les besoins en maintien d'actifs sont criants à l'échelle nationale, mais que la part des investissements dans le Plan québécois des infrastructures doit faire une place plus importante à l'entretien, notamment lorsqu'il est question de transport collectif. La FCCQ et la **CCIVS** remarquent que cette annonce représente toutefois un pas en avant, en vue de la conclusion d'un éventuel cadre financier pour le maintien des services.



À propos de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges (CCIVS)

La CCIVS est un organisme chargé de représenter les intérêts des entrepreneurs, des entreprises commerciales, industrielles et de service sur le territoire de Vaudreuil-Soulanges. La CCIVS représente plus de 500 membres sur le territoire et grâce à son affiliation au plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises du Québec, la Fédération des Chambres de commerce du Québec (FCCQ), les membres de la Chambre bénéficient du plus vaste réseau où plus de 125 chambres de commerce sur l'ensemble du territoire québécois sont représentées afin de favoriser un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

Renseignements :

Jihane Faiz

Responsable aux communications

Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaudreuil-Soulanges

T. 450 424-6886 poste 205

communications@ccivs.ca

À propos de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

Grâce à son regroupement de 120 chambres de commerce et 1000 membres corporatifs, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 40 000 entreprises exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises du Québec, la FCCQ est à la fois une fédération de chambres de commerce et une chambre de commerce provinciale. Ses membres, qu'ils soient chambres ou entreprises, poursuivent tous le même but : favoriser un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

Renseignements :

Javier Garcia

Attaché de presse

Fédération des chambres de commerce du Québec

C. 438 408-3731 T. 514 844-9571 poste 3586

javier.garcia@fccq.ca